

Introduction
**Observer la politisation des ruraux
sous l'angle des sociabilités :
enjeux et perspectives**

Julian MISCHI

Les textes rassemblés dans ce recueil, issus pour la plupart d'un colloque tenu à l'université Rennes 2 en juin 2005, visent à éclairer la spécificité des relations sociales et politiques qui se nouent en milieu rural. En rassemblant des chercheurs travaillant sur différentes périodes historiques et venant d'horizons disciplinaires divers, associés par un intérêt commun porté aux mondes ruraux et par un recours plus ou moins marqué à la notion de sociabilité, cette entreprise répond à des logiques scientifiques que l'on voudrait expliciter ici¹. Elle exprime notamment la volonté d'encadrer l'étude du politique dans ses contextes sociaux et historiques et, d'un point de vue disciplinaire, elle s'inscrit dans le rapprochement historiographique actuel visant à une unification des sciences sociales.

Mais, avant de développer ces perspectives, revenons brièvement sur la valeur heuristique du concept de sociabilité, qui provient notamment de sa position à la confluence de l'histoire et de la sociologie. Ce sont bien sûr surtout les premiers travaux de Maurice Agulhon, avec *La Sociabilité méridionale*, ouvrage publié à Aix-en-Provence en 1966², puis à Paris deux ans plus tard sous le titre *Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence*³ qui introduisent le terme de sociabilité au cœur de la recherche historique. Entendu comme « aptitude générale d'une population à vivre intensément des relations publiques⁴ », le terme est associé à un mode d'organisation

1. Outre les divers échanges avec les participants du colloque, les conseils d'Annie Antoine ont été très précieux pour cette mise en perspective historiographique. Je tiens à la remercier ainsi que Nicolas Renahy et Gilles Laferté pour leur lecture critique d'une première version de ce texte.
2. AGULHON Maurice, *La Sociabilité méridionale. Confréries et associations en Provence orientale au XVIII^e siècle*, Aix-en-Provence, La Pensée universitaire, 1966.
3. AGULHON Maurice, *Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence*, Paris, Fayard, 1968. La réédition de 1984 comporte une nouvelle mise au point historiographique sur le concept de sociabilité.
4. AGULHON Maurice, *Le Cercle dans la France bourgeoise 1810-1848. Étude d'une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977, p. 7.

sociale et culturelle propre au Midi de la France qui, dans le cadre d'un habitat groupé en gros villages, favorise les interactions sociales. Cette naissance de la sociabilité comme catégorie historique est directement liée à la question du politique puisque l'analyse de la « sociabilité méridionale » vise à expliquer les processus de politisation des Provençaux. L'éveil républicain de ces populations passe successivement par différents supports associatifs : les confréries de pénitents, les loges puis les sociétés politiques révolutionnaires. À travers la sociabilité, c'est ainsi l'entrelacement de la vie associative et des pratiques de la politique qui est visé. Plus tard, dans les années 1970-1980, Maurice Agulhon insiste sur le fait que la sociabilité n'implique pas nécessairement un lien avec la vie associative : elle n'est pas réductible aux formes organisées, pas plus qu'à ses seuls aspects méridionaux⁵.

En sociologie, la sociabilité est une catégorie d'analyse depuis plus longtemps, surtout depuis Georges Simmel, qui la définit en 1910 comme une « forme ludique de la socialisation⁶ ». Mais c'est récemment, après une période plus sensible à l'étude des structures qu'à celle des réseaux, que cette notion connaît un engouement important en même temps que se développe une sociologie « empirique » reposant sur des données recueillies lors d'enquêtes de terrain. Comme en histoire, c'est également dans une acception informelle que les sociologues investissent désormais principalement cette notion, qui renvoie à « l'ensemble des relations qu'un individu entretient avec les autres, et aux formes que prennent ces relations⁷ ». C'est donc une acception large et fortement interactionniste de la sociabilité qui prime aujourd'hui : par sociabilité, on entend généralement la façon dont les hommes vivent leurs relations inter-personnelles et s'insèrent dans leurs divers entourages.

La plasticité et l'historicité du concept sont importantes : la sociabilité varie avec les milieux sociaux et les époques historiques. Cette lecture « constructiviste » est d'autant plus à affirmer que le terme de sociabilité évoque au premier abord la richesse de la vie sociale quotidienne et peut ainsi échapper aux critiques des essentialismes historiques qui s'appliquent surtout à des notions générales comme l'État, la France ou le parti. Un usage raisonné du terme implique toujours de le qualifier et de le contextualiser. Plutôt que de raisonner de façon abstraite autour du terme vague de « la » sociabilité rurale, il vaut mieux définir de quel type de sociabilité il est question. Est-ce, par exemple, une sociabilité d'ordre professionnel, syndical, religieux ou familial ? Maurice Agulhon préconisait déjà de « dégager les institutions ou les formes de sociabilité *spécifiques* et d'en faire une étude *concrète*⁸ » plutôt que de se lancer dans une histoire générale de la sociabilité. Dans cette optique sensible aux variations sociales et historiques des comportements collectifs, il

5. Voir en particulier l'avant-propos dans AGULHON Maurice, *Le Cercle dans la France bourgeoise*, op. cit., ainsi que l'édition de 1984 de *Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence*, op. cit.

6. SIMMEL Georg, *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 1991, p. 125.

7. MERCKLÉ Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004, p. 39.

8. AGULHON Maurice, *Le Cercle dans la France bourgeoise*, op. cit., p. 11 (souligné par l'auteur).

s'agit moins d'étudier la sociabilité en soi que des formes de sociabilité, c'est-à-dire des cadres plus ou moins institutionnalisés de socialisation. Plutôt que d'une « sociabilité rurale » c'est de sociabilités rurales que nous parlerons, à l'image de ce qui s'est fait pour le monde ouvrier où l'on est passé d'un discours sur « la classe ouvrière », souvent réduite au « mouvement ouvrier », à une étude fine des sociabilités ouvrières prenant davantage en compte les pratiques hors-travail et les activités non militantes⁹. Mais en voulant échapper à la réification de la notion, on risque cependant de favoriser son usage « fourre-tout ». Comme le souligne justement Gilles Pécout : « Dans leur inventaire de la vie de sociabilité, les études des relais de politisation mettent parfois au même niveau des lieux de rencontre quotidiens (places publiques, marchés, auberges, débits de boisson), des occasions démonstratives (fêtes, cérémonies publiques et privées) et des structures associatives fixées (cercles, mutuelles, syndicats)¹⁰. » Mais, si l'on s'intéresse moins à définir ce que serait « la sociabilité » qu'à comprendre concrètement les comportements sociaux, cette « splendide plasticité » de la notion fait sa force : elle permet de distinguer les différents types d'insertions collectives et l'interdépendance entre les « scènes » de la vie sociale (domestique et publique par exemple, ou encore villageoise et urbaine)¹¹. L'aspect « fourre-tout » disparaît si l'on ne met pas les différentes pratiques sociales et leurs cadres de réalisation « au même niveau » pour dévoiler les hiérarchies, les systèmes de disposition mais aussi les stratégies qu'elles expriment. C'est avec cette attention portée aux rapports entre les différentes pratiques sociales que peuvent s'analyser les processus de politisation car, selon Jacques Lagroye, la politisation est « une requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités¹² ».

C'est ainsi parce qu'il aborde différentes scènes de la vie villageoise que cet ouvrage entend souligner la singularité de la politisation en milieu rural et le rôle joué par les sociabilités rurales et, en particulier, les sociabilités du monde paysan dans la formation des attitudes politiques. En cela, il soulève la question de la faible différenciation du politique dans les espaces ruraux :

9. Pour ne citer que deux études majeures : NOIRIEL Gérard, *Longwy, Immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984 et RETIÈRE Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993.

10. PÉCOUT Gilles, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et sociétés rurales*, 1994, 2, p. 112.

11. Cette réflexion autour des « scènes sociales » et de leur entrelacement est au cœur de l'ethnographie sociologique : WEBER Florence, postface « Actualité de la recherche ethnographique », BEAUD Stéphane et WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 315-340. Pour une application à un terrain ouvrier : WEBER Florence, *Le Travail à-côté : étude d'ethnographie ouvrière*, Éditions INRA-l'EHESS, 1989, en cours de réédition aux PUF, coll. « Quadrige ».

12. LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation », LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », p. 360-361.

la scène politique rurale serait-elle, plus qu'en ville, insérée dans des réseaux sociaux infrapolitiques ?

Le politique sous le microscope des sociabilités

Le premier parti pris de cette entreprise éditoriale est d'associer étude du politique et analyse des sociabilités. La lecture du politique à travers les réseaux sociaux s'inscrit dans une démarche d'histoire sociale, ou de socio-histoire du politique, attentive au contexte où se forment les attitudes politiques. Dans cette optique, la politisation des groupes sociaux est indissociable des transformations de leurs conditions de vie et de travail et, par conséquent, de leur environnement, rural ou urbain. À travers l'étude des sociabilités, l'accent est mis sur le contexte social relationnel dans lequel s'inscrivent les attitudes politiques des ruraux. Trois objets sont particulièrement investis : les pratiques, les groupes sociaux et les territoires.

Appréhender le politique en milieu rural sous l'angle des sociabilités permet d'abord d'inscrire les comportements politiques au sein de pratiques sociales. Les représentations politiques sont ainsi rattachées à des pratiques collectives à l'aune desquelles elles prennent sens et qui, souvent, les fondent. L'idée sous-jacente est que la compétition politique ne se limite pas à une concurrence entre des discours, et qu'elle met aussi, et surtout, en relation des pratiques collectives. Pour comprendre les conflits politiques au village, il s'est avéré heuristique d'étudier les pratiques rurales issues de l'usage des ressources naturelles que sont l'eau, le bois ou encore le gibier¹³. Il est apparu ainsi que les acteurs d'une mobilisation ne sont pas uniquement liés par l'objet proclamé de cette mobilisation, mais qu'ils le sont aussi par les relations sociales qu'ils nouent entre eux dans le cadre de la vie villageoise et du travail. Les relations qui unissent les militants d'un même parti ne sont pas uniquement politiques : elles sont souvent indissociablement politiques, syndicales, professionnelles, associatives, amicales et familiales¹⁴.

Décloisonner les attitudes politiques en les rapportant le plus possible aux pratiques sociales implique en second lieu d'accorder de l'importance aux phénomènes de différenciation sociale en milieu rural. Les représentations et comportements politiques sont ainsi rattachés aux groupes sociaux qui les portent, ils sont mis en relation avec les hiérarchies sociales et culturelles. Alain Corbin a bien montré, à propos des communautés de hameaux du Limousin au XIX^e siècle, l'importance des clivages sociaux, notamment des rapports conflictuels que les « masses paysannes » entretiennent avec les curés et les nobles mais aussi avec les cabaretiers, meuniers

13. Voir par exemple AGULHON Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, Paris, Plon, 1970, p. 42-91 et SOULET Jean-François, *Les Pyrénées au XIX^e siècle. L'éveil d'une société civile*, Bordeaux, Éditions Sud-Ouest, 2004, p. 401-435 et p. 644-659.

14. Voir le numéro de *Politix*, 63, 1997, sur les « fréquentations militantes ».

et usuriers¹⁵. Cependant, comme il l'a reconnu lui-même plus tard, les historiens qui, comme lui dans les années 1970, se sont efforcés de prendre en compte ces rapports conflictuels et solidaires, ont tendu à les analyser non à partir de groupes sociaux, mais plutôt en fonction de « la position individuelle » : « Le statut abusivement baptisé socio-professionnel et réduit, le plus souvent, à la simple définition d'une profession, parfois le niveau de la fortune constituent les seuls éléments de la grille de lecture¹⁶. » L'apport des analyses sociologiques en terme de trajectoires et de reproduction sociale est à cet égard d'une grande richesse, ainsi que l'illustrent les travaux de Patrick Champagne et de Sylvain Maresca sur les mutations des mondes paysans contemporains¹⁷. Une telle lecture socio-génétique est d'autant plus éclairante que les conflits et les incompréhensions mettent aux prises non seulement des groupes sociaux à base économique contrastée mais aussi des générations marquées par des socialisations divergentes. Cette perspective nécessite une appréhension ouverte des mondes ruraux sans les réduire à leur seule composante paysanne mais en prenant en compte les artisans et les boutiquiers ainsi que divers types de notables en fonction des périodes historiques. Plusieurs auteurs de ce recueil analysent ainsi le travail de domination et de légitimation des élites rurales.

Outil de mise en lumière des pratiques et des groupes sociaux qui façonnent le politique, les sociabilités sont enfin spatialement contextualisées. Elles invitent à explorer de façon monographique les relations qui construisent le tissu social, à établir les liens entre les lieux et les pratiques. Les problématiques de l'implantation et de la réception du politique sont au centre de la plupart des recherches exposées ici. Ces investigations localisées se rattachent à la tendance historiographique actuelle qui préfère les études de villages aux visions globalisantes qui ont eu cours durant « les trente glorieuses de l'histoire rurale¹⁸ ». On assiste en effet, surtout depuis les années 1980, au tarissement des approches économiques et quantitatives au profit d'analyses mobilisant des échelles spatiales plus fines et attentives à la vie sociale quotidienne. Comme le souligne Jean-Luc Mayaud, en se diluant dans « le local », dans ce qu'il nomme la « micro-polis », l'historiographie rurale française est devenue un « carrefour disciplinaire¹⁹ ». Le

15. CORBIN Alain, *Archaïsme et modernité en Limousin*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2 volumes, 1975, p. 224-236.

16. CORBIN Alain, « L'histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIX^e siècle. Esquisse d'un bilan », *Ethnologie française*, 3, 1991, p. 227.

17. CHAMPAGNE Patrick, *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2002 et MARESCA Sylvain, *Les Dirigeants paysans*, Paris, Minit, 1983.

18. JACQUART Jean, « L'histoire rurale en France. Les grandes étapes historiographiques », BRUNEL Ghislain et MORICEAU Jean-Marc (dir.), *L'Histoire rurale en France*, actes du colloque de Rennes (6-8 octobre 1994), *Histoire et sociétés rurales*, 3, 1^{er} semestre 1995, p. 19-24.

19. MAYAUD Jean-Luc, « Les dynamiques des sociétés rurales en France de la révolution de 1848 à la Première Guerre mondiale », *Journal of Modern European History*, 2, 2004, reproduit dans LYNCH

rétrécissement de la loupe historique s'accompagne en effet d'un ancrage dans les sciences sociales avec, en particulier, un recours accru aux questionnements anthropologiques puisque, lorsqu'on se penche sur les relations sociales localisées, la constitution des réseaux d'interconnaissance apparaît primordiale. On retrouve alors les jalons posés par Marcel Maget pour l'étude de ce qu'il nomme les « groupes d'interconnaissance "dispersant" » au travers de monographies portant moins sur les villages proprement dits que sur les pratiques qui s'y déroulent²⁰.

La lecture du politique à travers les sociabilités donne donc de l'épaisseur sociale aux comportements politiques, à l'inverse d'une certaine tradition d'étude qui, en science politique ou en histoire politique, appréhende le politique essentiellement sous l'angle de ses institutions centrales ou de ses acteurs illustres, et surtout de leurs discours. Pour reprendre les termes de Philippe Hamon dans sa contribution, le rapport au politique que l'on entend éclairer ici est un rapport « en acte et en discours ». Il se vit à travers des sociabilités, il est encastré dans des cercles d'appartenance territoriale et sociale. Analyser les mobilisations politiques dans leurs relations aux sociabilités permet d'aborder le politique au-delà de la sphère de la politique institutionnelle pour souligner ses ramifications sociales. Cela conduit par exemple à souligner l'importance du rôle politique des groupes de jeunes et de femmes alors même qu'ils sont exclus de la politique légale. Le politique s'implante à travers des organisations et des idées, mais il repose aussi sur des savoir-faire et des réseaux, il met en jeu différentes formes de sociabilité au-delà de la politique institutionnelle. L'un des objectifs de cet ouvrage est de montrer en quoi les formes rurales de sociabilité nourrissent des catégories d'interprétation du politique, des modes d'appropriation et de recomposition des messages politiques²¹.

Les formes rurales de sociabilité

L'approche par les sociabilités permet de faire éclater l'unicité du monde rural en soulignant la diversité sociale des mondes ruraux en fonction des groupes envisagés et des territoires investis. Elle est un recours efficace

Edouard (textes rassemblés et présentés par), *Les Campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Europe*, Paris, Hachette, 2005, p. 81-100.

20. Cette situation différencie les villages des « groupes d'interconnaissance "dispersés" » des agglomérations urbaines : MAGET Marcel, « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie*, t. VIII, 7-8, avril 1955, p. 375-382 (présenté par Florence WEBER et repris dans les *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, 11, 1989, p. 79-91). Sur les limites de la monographie villageoise, voir également CHAMPAGNE Patrick, « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 3, mai 1975, p. 43-67.
21. J'ai ainsi souligné ailleurs comment des formes rurales de sociabilité, notamment les pratiques de chasse ou les conditions singulières de résidence, transforment les modes d'appropriation du communisme : MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires : observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, n° 63, 2003, p. 91-119. Sur les formes rurales de la sociabilité communiste, voir le dossier spécial d'*Études rurales*, 171-172, décembre 2004.

contre les raisonnements rééficateurs en termes de « communauté rurale²² » ou de « paysannerie française » qui tendent à voiler l'hétérogénéité interne des espaces ruraux en postulant implicitement une homogénéité sociale centrée sur les agriculteurs et la permanence d'une « culture paysanne²³ ».

Les formes rurales de sociabilité susceptibles d'être explorées sont multiples. Parmi les formes ordinaires de la sociabilité villageoise, il y a tout d'abord, bien sûr, le cercle familial qui joue un grand rôle dans la socialisation en général et dans la socialisation politique en particulier. On peut également distinguer des solidarités associées à l'âge et au genre, ainsi que des réseaux plus ou moins lâches forgés dans des fréquentations liées au territoire et au travail (relations de voisinage, sociabilité professionnelle, etc.). En fonction des époques, certains lieux prennent une signification particulière, comme les relais de poste, les cabarets, les débits de boisson, les foires et marchés, etc. Il y a ensuite des réseaux plus structurés autour d'institutions (syndicat, Église, coopérative). Cette structuration organisationnelle est en elle-même à interroger dans sa dynamique : les réseaux sociaux peuvent être, selon le moment étudié, plus ou moins denses, plus ou moins inter-reliés, plus ou moins sectorisés. L'important est de situer historiquement ces cadres de la socialisation en soulignant leurs mutations et les possibles ruptures historiques. Ainsi, même si une instance de sociabilité semble perdurer, à travers notamment le maintien de son sigle ou de son personnel d'encadrement, la continuité des pratiques dont elle est le support n'est pas toujours évidente. On peut ainsi observer des transformations dans la réappropriation de rites, comme les fêtes²⁴, ou dans le rôle progressivement plus politique des associations professionnelles agricoles. Cet ouvrage abordera l'impact spécifique des institutions du monde agricole (coopératives, syndicats, comices agricoles) sur la politisation des ruraux, ainsi que l'effet qu'ont certaines pratiques rurales sur les comportements politiques, comme par exemple la chasse, objet de la contribution de Yann Raison du Cleuziou. Investir les différents réseaux de sociabilité pouvant déboucher sur une politisation, implique de ne pas considérer que certaines sociabilités favorisent *en soi* une affinité politique spécifique. Comme le souligne François Ploux à partir de l'exemple du Lot, la politisation des conflits locaux n'est pas automatique, elle doit être rapportée au travail politique de mobilisation des réseaux de sociabilité, au travail de conversion des solidarités locales et sociales en ressources politiques.

22. CHIVA Isac, « À propos des communautés rurales. L'ethnologie et les autres sciences de la société », ALTHABE Gérard et FABRE Daniel (dir.), *Vers une ethnologie du présent*, Cahier 7, coll. « Ethnologie de la France », éd. MSH, 1992, p. 155-173.

23. Pour le XIX^e siècle, Ronald Hubscher revient sur la nécessité de déconstruire cette « identité paysanne » en la situant socialement et historiquement : HUBSCHER Ronald, « Réflexions sur l'identité paysanne au XIX^e siècle : identité réelle ou supposée ? », *Ruralia*, 1, 1997 [En ligne, non paginé : <http://ruralia.revues.org/document4.html>].

24. Voir sur ce sujet LAFARGUE Jérôme, *Protestations paysannes dans les Landes. Les gemmeurs en leur temps (1830-1970)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 65-72 et la contribution dans ce volume de Rémi Dalisson.

Répétons-le, si la diversité des formes rurales de sociabilité peut sembler rendre la notion insaisissable, elle exprime justement le fait que, dans la vie sociale, les réseaux de sociabilité s'entremêlent. Comme le soulignent particulièrement les travaux sociologiques autour des multi-appartenances, un même individu appartient à plusieurs sphères d'insertion sociale, et l'intensité de ces allégeances varie dans le temps. Il est par exemple difficile de comprendre les ressorts du syndicalisme agricole à partir de la seule scène organisationnelle militante car les sociabilités syndicales s'ancrent dans des réseaux liés au travail agricole et aux relations villageoises. De la même manière, la politique au village ne peut être déconnectée des réseaux urbains auxquels elle s'articule, à travers, par exemple, les Chambres de commerce ou les représentants politiques. Les formes rurales de sociabilité se construisent dans des interactions plus ou moins conflictuelles avec les sociabilités urbaines et bourgeoises voisines, ainsi que le montre ici la contribution de Gilles Laferté.

Associer sociabilité et politique constitue donc la dynamique centrale de cet ouvrage. Il s'agit de souligner les liens sociaux qui alimentent le politique, comme on vient de le voir, mais aussi d'investir la sociabilité politique en tant que telle. Ceci est d'autant plus important que ce domaine n'est pas au cœur des travaux des sciences sociales, surtout pour la période contemporaine. Des recherches ethnographiques très riches ont été menées sur les sociabilités locales mais, centrées essentiellement sur la parenté, l'école ou encore l'intimité, elles laissent largement de côté le rapport au politique²⁵. L'un des buts de cet ouvrage collectif est au contraire de présenter des travaux portant sur les sociabilités politiques en milieu rural. Différents courants politiques sont abordés : des sans-culottes aux militants socialistes en passant par les Chemises vertes de Dorgères. La vie militante met en jeu une diversité de groupes affinitaires liés au genre, aux générations, à la socialisation religieuse ou encore aux expériences professionnelles. Lorsque l'on se penche sur la sociabilité communiste dans les espaces ruraux sans la réduire à ses formes partisans institutionnalisées, il apparaît que les épouses des militants, tout en n'étant généralement pas adhérentes, participent cependant à cette vie militante (préparation des fêtes, confection du journal de cellule, etc.)²⁶.

Cette observation du politique dans ses entrelacs sociaux est particulièrement importante car les pratiques populaires du politique peuvent difficilement être mises en évidence par une histoire politique centrée sur les institutions. La politisation populaire étant partiellement exprimée et retraduite par les groupements qui entendent représenter les catégories

25. C'est par exemple le cas de l'enquête ethnographique collective menée de 1967 à 1975 dans le village bourguignon de Minot comme le reconnaissent les auteurs dans la présentation du recueil de leurs articles : Tina JOLAS, Marie-Claude PINGAUD, Yvonne VERDIER et Françoise ZONABEND, *Une campagne voisine. Minot un village bourguignon*, Paris, Éd. de la MSH, coll. « Ethnologie de la France », 1990, p. XI.

26. MISCHI Julian, « Être communiste en milieu rural », *Études rurales*, op. cit., p. 61-72.

populaires²⁷, il est nécessaire de ne pas réduire les investigations aux seules organisations structurées productrices d'importantes sources archivistiques pour se pencher sur des activités ordinaires d'ordre politique (manifestations, pétitions, rassemblements, mobilisations intermittentes et sporadiques, etc.) ou de pratiques non directement politiques mais auxquelles les acteurs donnent un sens politique (fêtes, compétitions sportives, chants, etc.)²⁸. Analyser la politisation des ruraux implique donc l'étude des formes populaires d'action collective et des capacités d'auto-organisation de groupes sociaux localisés. Plusieurs contributeurs de ce recueil reviennent ainsi sur les formes d'action collective auxquelles ont recours les ruraux dans des contextes historiques et sociaux particuliers, notamment sur la violence, mais aussi sur la spécificité des répertoires symboliques des mobilisations collectives en milieu rural.

La politisation des ruraux : de l'apprentissage à l'appropriation

La question de la politisation a longtemps été délaissée par l'histoire rurale qui s'est développée dans un contexte de domination de l'histoire économique et sociale minorant le fait politique. L'intérêt porté à ce thème dans les recherches historiques s'est surtout développé à partir des années 1970 dans le prolongement des travaux de Maurice Agulhon sur « la République au village ». Cette réhabilitation du politique s'est effectuée dans le cadre du modèle de « descente de la politique vers les masses » qui suppose la diffusion du politique à partir de foyers extérieurs, c'est-à-dire une politisation allant du national vers le local et de l'urbain vers le rural. Les formes de sociabilité sont alors interrogées essentiellement, comme l'a remarqué Alain Corbin, selon un « regard vertical » adossé à une lecture en termes de « propagation » : les formes villageoises de sociabilité sont assimilées à des vecteurs de pénétration de la modernité politique urbaine²⁹. Dans ce contexte, la politisation a un sens idéologique précis : elle renvoie essentiellement à la radicalisation républicaine³⁰.

Contre ce paradigme de l'apprentissage politique, qui peut faire des masses paysannes les simples récepteurs passifs de la mission civilisatrice des

27. PUDAL Bernard, « Politisation ouvrière et communisme », DREYFUS Michel, GROPPO Bruno, INGERFLOM Claude *et al.*, *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 67-81.

28. Voir les pistes proposées par BARZMAN John, « Sociabilité et politique : l'action collective sur les marchés du Havre au début du vingtième siècle », LEMÉNOREL Alain (dir.), *Sociabilité et culture ouvrière*, Cahier du GRHIS, 8, 1997, Publication de l'université de Rouen, p. 57-65.

29. Voir les mises au point de CORBIN Alain, « La violence rurale dans la France du XIX^e siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », *Cultures et Conflits*, 9-10, printemps-été 1993, p. 61-73.

30. La politisation est assimilée à la diffusion de la démocratie puis à la radicalisation lorsque la démocratisation échappe à la médiation de groupes sociaux représentatifs et prend des formes conflictuelles : PÉCOUT Gilles, « La politisation des paysans au XIX^e siècle », *op. cit.*

élites urbaines, des recherches se sont développées dans les années 1980, privilégiant les opérations d'appropriation et de retraduction des normes politiques extérieures. Les communications présentées ici participent de ce renouvellement historiographique visant à étudier non seulement la diffusion mais aussi la réception du politique dans les espaces ruraux, ce que l'on peut nommer une politisation « par en bas³¹ ». L'analyse des formes de diffusion des modèles politiques est associée à l'étude des modalités de leur appropriation, pratique et culturelle, par les groupes sociaux ruraux. Le regard est moins porté sur les élites et les villes, agents de la médiation et de l'inculcation politique, que sur les acteurs villageois dans leur ensemble. L'attention est moins tournée vers les idéologies globales que vers les processus complexes de politisation faisant intervenir des référents apparemment hétérogènes mais prenant du sens dans le cadre de la rationalité propre aux acteurs ruraux³².

La politisation perd ainsi son contenu exclusivement démocratique de même que ses formes spécifiquement républicaines et militantes de « conversion des esprits » et d'émergence de la « conscience d'une identité de classe³³ ». La réinterprétation des clivages et des débats de la politique nationale dans les enjeux locaux devient l'essentiel. À partir de l'étude de la mise en place des processus électoraux dans les campagnes, Christine Guionnet a ainsi souligné comment l'appropriation de la politique par les masses paysannes s'opère à travers des relations interpersonnelles de parenté ou d'affinité, ce que révèle notamment l'indifférenciation des rôles électoraux au village³⁴. L'introduction de scrutins municipaux sous la monarchie de Juillet « permet à des opinions politiques déjà présentes de s'exprimer de façon plus manifeste à travers des conflits indissociablement liés à des antagonismes personnels – voire claniques – et politiques³⁵ ».

En cherchant les logiques sociales des comportements politiques, c'est une optique compréhensive de mise en évidence des réseaux d'amicalité, de fidélité, de clientèle qui est progressivement adoptée afin, selon Alain Corbin, d'analyser « la configuration des sociétés d'interconnaissance qui constituent la communauté de hameau, la communauté villageoise ou, selon

31. Sur ces opérations d'appropriation villageoise de l'apport politique extérieur, voir notamment CORBIN Alain, *Le Village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990 et McPHEE Peter, *The Politics of Rural Life: Political Mobilization in the French Countryside, 1845-1852*, Oxford, Clarendon Press, 1992 (trad. fr. : *Les Semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales 1845-1852 : classes sociales, culture et politique*, Perpignan, L'Olivier, 1995).

32. Cette mise en évidence de la rationalité paysanne est au cœur de l'école historique « pyrénéenne » : SOULET Jean-François, *op. cit.* et THIBON Christian, *Pays de Sault. Les villages et l'État dans les Pyrénées audoises*, Toulouse, CNRS, 1988.

33. CORBIN Alain, « L'histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIX^e siècle », *op. cit.*, p. 228.

34. GUIONNET Christine, *L'Apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1997.

35. GUIONNET Christine, « Élections et apprentissage de la politique. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet », *Revue française de science politique*, 1996, vol. 46, 4, p. 563.

les régions, ces entités plus vastes que sont le “pays” ou la communauté de vallée, en région de montagne³⁶ ». Or, à travers ce « repérage de l’aire de reconnaissance à l’intérieur de laquelle la défense de la réputation se révèle impérative³⁷ », on retrouve ce regard inspiré des travaux de Marcel Maquet et poursuivi par l’ethnographie sociologique.

Cette posture attentive aux processus d’appropriation sociale et de traduction locale du politique permet d’éviter de sous-estimer la politisation des ruraux, de parler de l’« apolitisme rural » ou du « conformisme paysan », voire de dénier tout caractère politique à des comportements ruraux interprétés alors comme « archaïques³⁸ ». Le rapport des ruraux au politique est en effet souvent analysé en termes de manque et d’impuissance, selon une acceptation restrictive et institutionnelle du politique qui sous-entend une incompétence politique des agents sociaux ruraux. Or, l’importance des intrigues locales et des divisions familiales dans le monde rural contredit l’image de l’unanimité des paysans ou d’un clientélisme allant de soi³⁹.

Longtemps, la question de la politisation a été associée à l’introduction de mécanismes représentatifs et à l’instauration du suffrage universel masculin au moment de la révolution de 1848. Sous l’impact d’historiens américains qui, comme Eugen Weber⁴⁰, proposent une chronologie décalée de l’intégration politique des ruraux, la périodisation est devenue l’un des thèmes principaux du débat historiographique. Beaucoup de chercheurs ont eu tendance à considérer l’étape qu’ils étudiaient comme le début de la « véritable » politisation des ruraux. C’est surtout la Révolution française qui a été choisie comme l’étape historiographiquement légitime du début de la politisation des ruraux, car cette période marque une nationalisation de la vie politique⁴¹. La politisation des ruraux est en effet associée à leur acculturation nationale : les ruraux sont estimés politisés (ou en voie de politisation) lorsqu’ils s’intègrent à la Nation française. Le titre original de l’ouvrage de Eugen Weber est à cet égard significatif : *Peasants into*

36. CORBIN Alain, « La violence rurale dans la France du XIX^e siècle et son dépérissement : l’évolution de l’interprétation politique », *op. cit.*, p. 66.

37. *Ibidem.*

38. Comme l’indique Jean-Louis Briquet à propos de la Corse de la III^e République : « Le constat d’indifférence des ruraux à la politique n’est peut-être rien d’autre que celui de l’écart entre les représentations idéalisées que les élites intellectuelles proposent de la politique légitime et les façons dont les paysans élaborent pour eux-mêmes le sens de leurs pratiques » (BRIQUET, Jean-Louis, « Les “primitifs” de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la III^e République », *Politix*, 15, 1991, p. 32).

39. BRIQUET Jean-Louis, *La Tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1997.

40. WEBER Eugen, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1880-1914*, Stanford, Stanford University Press, 1976 (trad. fr. : *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1992).

41. Sur ce débat autour de la politisation associée à l’émergence d’une conscience nationale, voir notamment BARRAL Pierre, « Depuis quand les paysans se sentent-ils français? », *Ruralia*, 3, 1998 [En ligne, non paginé : <http://ruralia.revues.org/document53.html>].

Frenchmen. Au cœur de l'historiographie du XIX^e siècle, les problématiques de la politisation percent ainsi en deçà de la Révolution française. Il semble donc difficile de réduire la politisation des ruraux à ses formes contemporaines, à leur seul rapport à l'État issu de 1789, sauf à la confondre entièrement avec la question de l'intégration nationale. Pour s'en convaincre, il suffit de penser aux mouvements populaires de contestation anti-étatique mais aussi aux formes dites « traditionnelles » de l'encadrement des ruraux, qu'il s'agisse des élites agraires ou bien de la paroisse et de la « maison⁴² » dont il est difficile de ne pas voir le rôle dans le processus de politisation des ruraux. Enfin, l'histoire du rapport des ruraux à l'État est en elle-même problématique car elle pose souvent comme évidente l'existence d'une représentation claire de ce qu'est l'État (ou du moins de ses agents locaux) parmi les populations rurales⁴³.

Si le rapport à l'État n'est pas l'unique dimension de la politisation des ruraux, il devient cependant progressivement central quand s'imposent de nouvelles normes juridiques et fiscales au XIX^e siècle. L'histoire du rapport des ruraux à l'État a ainsi insisté, depuis la fin des années 1970, sur l'intégration difficile des ruraux à l'État-nation, sur leur indifférence voire leur hostilité à l'imposition des normes étatiques⁴⁴. Ce qui a été progressivement souligné, c'est moins la passivité des ruraux que les processus d'adaptation entre les échelles nationales et locales qui témoignent de leur résistance. Le renouveau des recherches sur la politisation des mondes ruraux s'opère en effet à la fois par le rétrécissement de la focale sur le local et par la prise en compte de l'ancrage des sociétés rurales dans leur environnement national. Jean-Luc Mayaud résume ainsi ce changement de perspective : « Les sociétés rurales agissent elles-mêmes sur les champs politiques, elles s'inventent une politique nationale au niveau local et dotent la politique locale de dimensions nationales⁴⁵. » L'acculturation politique des groupes ruraux dépend des conditions locales, le processus d'intégration nationale prend des modalités et des rythmes spécifiques selon les régions. Il est ainsi intéressant de se pencher sur les différentes configurations locales, contrastées par rapport au cas du Midi rouge, ainsi que le propose la contribution de Laurent Le Gall sur les processus de politisation dans le Finistère.

42. GUTTON Jean-Pierre, *La Sociabilité villageoise dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Hachette/Pluriel, rééd. 1998.

43. Voir les mises au point historiographiques de WRIGHT Charles, « L'État au village. Sur les relais locaux de l'emprise étatique dans les campagnes du XIX^e siècle (1800-1860) », *Cahiers du Grip*, Paris, 1, 2005, p. 53-67.

44. Outre les ouvrages précédemment cités de Jean-François SOULET, Christian THIBON et Peter McPHEE, voir : BRUNET Michel, *Le Roussillon : une société contre l'État, 1780-1820*, Toulouse, Eché, 1986 ; PLOUX François, *Guerres paysannes en Quercy. Violence, conciliations et répression dans les campagnes du Lot (1810-1860)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2002, p. 193-223.

45. MAYAUD Jean-Luc, *op. cit.*, p. 82-83.

Choix du temps long et du dialogue disciplinaire

Les limites chronologiques fixées à ce recueil sont volontairement vastes. L'objectif est en effet d'appréhender dans le temps long la spécificité des formes rurales de sociabilité, essentiellement dans l'espace national français – mais pas seulement⁴⁶ –, de la fin du Moyen Âge à la période contemporaine. Deux éléments ont justifié ce choix. Le premier est la volonté de favoriser la rencontre et le débat entre spécialistes de différentes périodes historiques. Cette mise en commun favorise la prise en compte et la confrontation d'héritages et de pratiques historiographiques différentes. L'autre élément en faveur de ce cadre historique étendu est d'ordre plus théorique. Il repose sur l'idée selon laquelle la politisation des populations rurales renvoie à des processus sociaux longs même si sa signification peut apparaître de façon plus évidente aux chercheurs lors de conjonctures singulières. Les contributions s'articulent ainsi souvent autour de jeux d'échelles temporelles, oscillant entre une attention portée aux rapports sociaux et politiques qui se construisent dans la durée, et l'analyse d'événements déstabilisateurs comme les émeutes. Les sociabilités rurales décrites sont à la fois perturbées et révélées par des événements singuliers, par des révoltes, des soulèvements, des crises sociales, des guerres, etc.

Ce choix du temps long est ainsi un moyen d'historiciser la politisation des ruraux qui est parfois appréhendée de façon a-historique par les historiens eux-mêmes, lorsqu'ils utilisent la thématique des « paysans contre l'État » ou « contre le politique ». La structuration de l'État varie en effet fortement dans le temps et l'on ne peut pas interpréter sous le même registre anti-étatique les émeutes rurales du début et de la fin du XIX^e siècle. Non seulement « l'État » auquel les ruraux s'opposent n'a pas du tout la même réalité objective, mais il est en plus investi de significations différentes de la part des acteurs sociaux eux-mêmes⁴⁷. La prise en compte de différentes périodes permet d'affiner ce rapport au politique en fonction de la structuration de la scène politique nationale. Le parti pris du temps long se traduit dans la présentation des textes. L'articulation est essentiellement thématique à l'exception de la dernière partie, consacrée aux mutations des sociabilités et de la politisation dans les mondes ruraux français depuis les années 1970.

Outre ce dialogue entre spécialistes de différentes périodes, ce recueil vise également à nourrir un échange entre différentes disciplines et, notamment, à favoriser le rapprochement en cours entre l'histoire et la sociologie politique. De plus en plus de travaux sont à la croisée des deux disciplines, notamment ceux relevant de la socio-histoire, et il est important de

46. Quatre études portent sur des territoires étrangers : l'Espagne (Ana Cabana Iglesia), le Portugal (Laurence Loison), l'Allemagne (Jean-Luc Le Cam) et l'Italie (Lucien Faggion).

47. Voir les travaux de Gérard NOIRIEL sur l'État-nation et, en particulier le recueil : *État, Nation et Immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2002.

soutenir ce rapprochement et cette hybridation. Ce dialogue n'est en effet pas toujours favorisé par les institutions de l'université et de la recherche, notamment lors des recrutements où l'affiliation disciplinaire constitue un critère de sélection et d'exclusion, alors même que dans la réalité de la conduite des recherches, notamment parmi une nouvelle génération de chercheurs⁴⁸, elle semble avoir de moins en moins de poids. Les archives constituent un matériel de plus en plus mobilisé par les politistes, et les historiens sont marqués par les problématiques issues de la sociologie, mais aussi de l'anthropologie. Avec Annie Antoine, en organisant ce colloque à Rennes puis en rassemblant ces textes, nous avons voulu renforcer ce qui se dessine de plus en plus : l'idée d'une possible unification des sciences sociales du politique. C'est pourquoi ce recueil réunit historiens, mais aussi politistes et sociologues, dont beaucoup hésitent à se positionner définitivement derrière le label d'une discipline.

Pour terminer, exposons les articulations essentielles de ces actes. Le premier axe d'interrogation porte sur les appropriations et contestations de l'ordre politique en milieu rural. À travers l'évocation des formes d'action des populations rurales, les textes soulignent en quoi la contestation rurale peut prendre différentes formes : des formes violentes à travers les soulèvements collectifs mais aussi des formes plus pacifiques, avec le recours aux moyens juridiques. L'analyse des contestations est ainsi rattachée aux phénomènes d'appropriation voire d'acceptation des normes politiques dominantes. Les textes réunis dans la seconde partie portent sur les formes institutionnelles de mobilisation collective en milieu rural. Ils abordent différentes organisations rurales (comices agricoles, coopératives, syndicat) mais aussi différentes formes d'implantation du politique (parlementaire, journalistique, religieuse). La troisième partie est consacrée à la question du pouvoir à la campagne, avec la présentation de recherches sur les élites rurales et leur implication dans la compétition électorale. À travers l'analyse du rôle des notables ruraux, la question des relations entre domination sociale et domination politique est centrale. La quatrième partie est consacrée aux formes de solidarité et aux pratiques d'entraide dans les espaces ruraux qui émergent en particulier dans des contextes de guerres et d'atteintes à certains droits ruraux. Ces solidarités s'inscrivent dans des réseaux de sociabilité villageoise mais elles sont également prises dans des règles institutionnelles de gestion, comme le souligne le cas des réactions face au chômage dans

48. Ces mutations historiographiques ne sont pas seulement une question de génération car elles s'opèrent aussi autour de la relecture d'auteurs canoniques de la discipline historique. Outre Maurice Agulhon dont l'ouverture à la sociologie est constante (voir sa référence à l'« ethnologie historique » et à la « sociologie historique » en 1977 dans *Le Cercle dans la France bourgeoise*, *op. cit.*, p. 12), les travaux de Marc Bloch devraient constituer un aiguillon pour ceux qui étudient les mondes ruraux. Florence Weber est ainsi revenue sur un Marc Bloch « ethnographe et critique » plutôt oublié par la sociologie et l'histoire rurale : attentif aux risques essentialistes que court le ruralisme, il met en garde contre l'immobilisme et l'homogénéité supposés des paysans : WEBER Florence, « Métier d'historien, métier d'ethnographe », *Cahiers Marc-Bloch*, 4, 1996, 6-24.

la période contemporaine. Enfin, le dernier axe d'interrogation s'attache aux formes émergentes de sociabilité et de mobilisation en milieu rural dans la période contemporaine. Sont analysées la structuration de nouvelles organisations en milieu rural (Front national, Confédération paysanne) et l'émergence de nouvelles formes de mobilisation dans les campagnes tournées notamment vers la démocratie participative⁴⁹.

49. Les rencontres de Rennes en juin 2005 ont favorisé une synergie qui a donné lieu à l'organisation d'un autre colloque à Dijon en mai 2006 sous l'impulsion de trois participants des journées rennaises (Gilles Laferté, Julian Misch, Nicolas Renahy) auxquels se sont joints Céline Bessière, Éric Doidy, Olivier Jacquet et Yannick Sencébé. Pour les actes de cette seconde réunion, voir « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales », Versailles, Éditions Quae, coll. « Symposcience », 2007.